



DECLARATION FSU – CTSD 59 – 22 mars 2017

Nous commencerons cette déclaration en remerciant les services de l'inspection académique pour les documents fournis et pour leur écoute des situations que nous avons pu exposer lors du groupe de travail de la semaine dernière.

Une écoute que nous aimerions retrouver dans les instances de nombreux collèges, lors de la répartition de la DGH, où encore dans la mise en place du LSU génératrice de multiples problèmes depuis cinq mois. Les enseignants sont pressés d'assumer une mise en place chaotique de celui-ci : la FSU dénonce cette charge de travail inutile que l'on veut leur imposer localement, visant à leur faire rédiger des bulletins finalement illisibles pour les parents d'élèves... ce que la DGSECO vient de reconnaître lors du CSE du 2 mars. Le choix du mode d'évaluation des élèves et du mode de positionnement dans les bilans périodiques relèvent uniquement des missions des enseignants, et non des compétences de l'EPL.

C'est justement dans les établissements où l'autonomie administrative a été brandie pour imposer une réforme de l'évaluation qui n'existe pas, que les modalités d'évaluation des élèves et la communication du suivi des acquis sont devenues totalement incohérentes et en contradiction avec les textes encadrant le LSU. Il ne doit donc pas être question, aujourd'hui, d'imposer une suppression des notes ou le renseignement de grilles locales de compétences transversales via des applications numériques privées.

Concernant la préparation de rentrée dans les collèges et les SEGPA du département, si l'on peut se satisfaire d'un solde légèrement positif de créations de postes, l'examen détaillé de la répartition des postes tempère fortement cette satisfaction. La rentrée 2017 sera la deuxième année où s'appliquera la réforme du collège et personne aujourd'hui ne peut dire qu'elle n'a pas eu d'impacts négatifs sur les postes et sur les conditions de travail des professeurs, ce qui ne peut être sans conséquence pour les conditions d'apprentissage des élèves dans les collèges publics.

Le nombre de compléments de service est en augmentation : 792 contre 773 cette année. L'allemand atteint des niveaux qu'aucune autre discipline ne rencontre, avec en deux ans, une augmentation de 41 % du nombre de compléments de service. En septembre 2017, 52 % des postes en allemand seront couplés à un complément de service. Beaucoup de nos collègues vont se trouver dans des situations difficilement conciliables avec des conditions sereines de travail : services sur 3 établissements, distances importantes à parcourir, compléments de service en REP+ pour ne citer que ces trois exemples là.

Trois disciplines très impactées par la réforme du collège se partagent le podium des suppressions de postes. La Technologie prenant la première place avec 35 suppressions en deux ans, suivie par les Lettres classiques avec 25 suppressions et l'Allemand avec 20 suppressions. Voilà qui n'améliorera pas la mobilité des enseignants tant les postes vacants vont se raréfier dans l'académie mais également au niveau national. Cette année, il fallait avoir plus de 1000 points au mouvement interacadémique pour pouvoir muter en Technologie dans de nombreuses autres académies.

Enfin, et nous l'avons déjà signalé l'année dernière, les blocs de moyens provisoires sont en hausse : + 915 heures en deux ans. De nombreuses disciplines sont concernées et notamment, les Mathématiques, les Lettres modernes et l'Espagnol qui voient leur volume horaire de BMP plus que doubler en deux ans. Des BMP dont on ne sait comment ils seront pourvus. Nous ne reviendrons pas sur la crise de recrutement qui n'est toujours véritablement pas enrayée en cette fin de mandature. La FSU n'a pourtant pas cessé ces dernières années d'alerter l'institution en pointant les difficultés grandissantes que connaît l'Éducation Nationale, difficultés que cette réforme du collège n'aura fait qu'accentuer.